

**Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas**  
**Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies**

Séance d'information du Conseil de sécurité

*Consolidation de la paix après les conflits*

New York, le 25 avril 2013

Monsieur le Président,

J'aimerais remercier le Rwanda d'avoir organisé cette séance d'information sur le rapport annuel de la Commission de consolidation de la paix. Permettez-moi de féliciter l'Ambassadeur Abdul Momen pour sa présidence dynamique du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix en 2012 et de le remercier pour sa présentation. Je salue également l'intervention de l'Ambassadeur Ranko Villovic, qui s'est concentré à juste titre dans son intervention sur l'approfondissement des relations entre le Conseil et la Commission de consolidation de la paix.

Comme l'ont permis de constater nos échanges, il y a un consensus sur l'importance du travail de la CCP : son mandat, fondé sur les résolutions 1645 et 1646 de 2005 et précisé au fil des travaux du Comité d'organisation et des Formations pays, est de faire en sorte que les pays à son ordre du jour ne connaissent pas de rechute dans le conflit et la violence. Elle vise à réaliser ce noble objectif à travers un accompagnement et un plaidoyer politiques, un appui à la cohérence et la coordination des partenaires internationaux et un appui à la mobilisation des ressources.

Grâce au concours de tous ses Membres, des parties prenantes des pays à son ordre du jour et avec le soutien du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la Commission a connu des succès encourageants en 2012, qui sont documentés dans le rapport devant nous.

Monsieur le Président,

A côté des avancées faites par la CCP en 2012, le rapport devant nous constate qu'il reste du chemin à faire. J'aimerais dès lors me concentrer sur ce que nous pouvons faire en tant que Membres du Conseil de sécurité pour soutenir la Commission dans son mandat au service de notre objectif commun. Forte de mon expérience accumulée depuis février 2011 en tant que Présidente de la Formation Guinée de la CCP d'une part, et de mon expérience gagnée en tant que Membre du Conseil de sécurité depuis quelques mois, j'aimerais aborder trois conditions, que nous jugeons importantes pour le succès de la Commission de consolidation de la paix.

La première condition se trouve dans les pays accompagnés par la CCP. Il doit s'y trouver la volonté politique de dépasser les causes profondes des conflits du passé : pauvreté et exclusion socio-économique, rivalités politiques, ethniques ou identitaires, corruption, mal-gouvernance, ou les chocs et ingérences exogènes. Nous reconnaissons tous que les premiers responsables de la consolidation de la paix sont les acteurs étatiques du pays en question, en premier lieu le gouvernement. C'est ici où la Commission peut et doit créer des partenariats de confiance, où elle identifie et appuie les réformateurs au sein des gouvernements, qui sont prêts à s'investir pleinement pour l'avenir de leur pays et le bien-être de ses citoyens.

Les six pays accompagnés par la CCP ont souligné leur volonté de sortir de la fragilité en rejoignant le groupe g7+ et en contribuant à la formulation du « New Deal ». Cet engagement solennel concerne en premier lieu la coopération entre un gouvernement national, soucieux de remplir son devoir, et ses partenaires internationaux, soucieux de coopérer de manière responsable et durable. Il pose aussi les jalons d'une sortie de la fragilité irréversible en proposant une vision nationale unique et un plan de transition unique. A cet égard, nous sommes d'avis qu'il y a lieu de faire des efforts additionnels pour aligner les engagements pour la consolidation de la paix sur la vision d'un pays pour réussir sa transition. Sur un niveau plus technique, nous estimons que l'initiative pour les capacités civiles représente une chance pour simplifier et accélérer le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays à l'ordre du jour de la CCP.

En même temps, il faut rester conscient du fait que les pays accompagnés par la CCP se situent dans un contexte régional : les défis et obstacles communs et transfrontaliers qui se présentent à la consolidation de la paix doivent obligatoirement faire partie de notre analyse afin de trouver des réponses adéquates. A cette fin, les Formations pays faisant partie de l'espace de l'Union du Fleuve Mano, à savoir la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, comptent organiser prochainement une réunion adressant les défis communs à cette région, avec le concours et sous l'impulsion de la Secrétaire générale de l'UFM.

Monsieur le Président,

Lors du débat en 2012, presque tous les Membres du Conseil ont souligné l'importance d'une meilleure coordination des activités de consolidation de la paix, rôle que la plupart souhaitent voir joué par les Formations pays de la Commission. Une telle coordination nécessite une relation étroite avec tous les acteurs internationaux qui appuient la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat dans les pays en question. Elle se fait en premier lieu dans les pays, à travers les hauts responsables de l'ONU sur le terrain, mais également à New York. Comme seconde condition nécessaire au succès de la Commission de consolidation de la paix, il faut dès lors un Bureau d'appui à la consolidation de la paix fort et capable de jouer le rôle d'appui et de coordination au niveau du système onusien qu'on attend de lui.

Sous la direction énergique de la Sous-Secrétaire générale Judy Cheng-Hopkins, le personnel du Bureau d'appui à la consolidation de la paix accomplit un travail notable, que j'aimerais saluer ici. Comme d'autres Membres de ce Conseil, je pense que la Commission a sa plus grande plus-value dans les Formations pays : dès lors, il faudrait que le Bureau consacre des ressources plus conséquentes à l'accompagnement de ces Formations. Le PBSO doit assumer une position centrale de coordinateur des activités de consolidation de la paix au sein du Système des Nations Unies, d'une part pour assurer un meilleur échange d'informations et d'analyses entre les départements et entités du Système et les Formations-pays, d'autre part pour contribuer à introduire de manière transversale la logique de la consolidation de la paix dans le travail des Nations Unies. L'entretien de relations de confiance triangulaires étroites et constructives, entre les Formations pays, les hauts responsables de l'ONU sur le terrain - les Représentants spéciaux et exécutifs du Secrétaire général et les Coordinateurs résidents - et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix est particulièrement important ici.

Troisième condition de succès : nous devons dépasser les incertitudes qui semblent subsister dans les relations entre le Conseil de sécurité et la Commission. Le succès ou l'échec d'un processus de consolidation de la paix affecte le Conseil aussi bien que la Commission. Le travail et les responsabilités du Conseil et de la Commission sont intrinsèquement liés, ce qui se reflète aussi dans les chevauchements de leur composition. Ainsi, les cinq Membres permanents siègent

également de manière permanente au Comité d'organisation de la CCP. Le Guatemala et le Maroc participent à ses travaux en 2013. Le Pakistan s'y investit en tant que l'un des principaux pays contributeurs de personnel militaire. Le Luxembourg, enfin, membre non-permanent pour les années 2013 à 2014, préside la Formation Guinée depuis février 2011.

En conséquence, j'aimerais renouveler notamment la recommandation que les Présidents des Formations pays puissent participer aux consultations privées du Conseil. Le Luxembourg est persuadé qu'ils peuvent apporter une valeur ajoutée en termes d'analyse prospective. Ils peuvent contribuer à éclairer les causes profondes des conflits, notamment les causes socio-économiques et les dynamiques d'exclusion qui comportent des risques de rechute dans un conflit. Les Formations pays ont la possibilité d'accompagner les pays de manière plus étroite que le Conseil : leurs enseignements, tirés d'une relation de confiance établie avec les autorités du pays, ne peut qu'être bénéfique aux consultations du Conseil.

J'aimerais dès lors encourager mes collègues du Conseil, qui assumeront la Présidence ces prochains mois, d'envisager d'inviter les Présidents des Formations pays aux consultations privées, notamment en amont des formulations voire des renouvellements de mandats.

Monsieur le Président,

Je me réjouis d'avance à l'idée de pouvoir approfondir la discussion lors du dialogue interactif qui se tiendra demain entre les Représentants des pays accompagnés par la Commission, les Présidents des Formations pays et les Membres du Conseil de sécurité.

Je vous remercie de votre attention.